

Pouvoir s'opposer, Toujours proposer !

Comité Hygiène et Sécurité et des conditions de Travail

Le Comité hygiène et sécurité et condition de travail s'est tenu dans les locaux de l'immeuble Brassart le 1er juillet 2014, Sous la présidence de M. SAISON, Directeur Départemental des Finances Publiques de notre département.

Étaient présents à cette réunion, outre les représentants de l'administration, les représentants du personnel, Solidaires , FO DGFIP 62, CGT Finances Publiques, CFTC DGFIP 62 ; les Médecins de prévention, les Assistants de prévention, les Assistantes sociales et Mme HEROGUER secrétaire animatrice du CHS-CT.

L'ordre du jour du CHSCT est le suivant

- 1) Approbation du procès-verbal de la réunion du CHS-CT des 14/04/2014
- 2) Point sur la réunion du groupe de travail du 13/06/2014
 - registres Santé Sécurité au Travail
 - déclarations d'accidents de travail
 - fiches de signalements
- 3) Crédits 2014
- 4) Rapport annuel des médecins de préventions
- 5) Conclusions de l'enquête réclamée par la Commission de Réforme
- 6) Travaux immobiliers en cours et projets à venir

Approbation du procès verbal

Le procès verbal sera réexaminé ultérieurement.

Point sur la réunion du groupe de travail du 13/06/2014

L'ordre du jour de la réunion est consacré à l'examen des documents suivants :

– **Registres santé et sécurité au travail**

Toutes les observations portées sur les registres Santé Sécurité au Travail ont été étudiées. Les signalements pour lesquels des solutions ont été apportées ont été archivés.

Certaines demandes seront prises en charges sur le budget du CHS-CT, des travaux seront réalisés par le service logistique.

Les demandes des Médecins de Prévention seront prises en charge sur le budget du CHS-CT.

Un signalement particulier a été fait sur le registre santé et sécurité :

Suite à l'exercice incendie du 7 avril 2014, soucis d'évacuation du PCE : arrivé au RdC, les agents doivent poursuivre leur descente jusqu'au parking mais sont confrontés à un problème d'ouverture de porte (bip à coté de la TP) il leur est conseillé le passage coté SPF mais la porte coupe-feu doit être franchie. Quel est donc le chemin à prendre ?

Le délégué Départemental Sécurité doit encore se rendre sur place.

CFTC DDFIP 62 a souligné l'importance de trouver rapidement une solution.

– **rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail et des Médecins de Prévention**

Il n'y a pas eu de nouvelle visite de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail et des Médecins de Prévention depuis le dernier groupe de travail.

– **déclarations d'accidents du travail**

Il y a eu 9 accidents du travail depuis le début de l'année : 3 accidents de trajet et 6 accidents de service (dont 3 chutes).

– **fiches de signalement**

Il y a 12 signalements depuis le début de l'année. 9 signalements font état d'injures ou de menaces à l'encontre d'agents. 2 signalements mentionnent des dégradations de sites (une dégradation a fait l'objet d'un dépôt de plainte). Un signalement indique une atteinte à l'image.

Crédits 2014

CHSCT DDFIP 62 – UTILISATION DES CREDITS CHS ANNEE 2014

		Propositions retenues réunion 01072014	REMARQUES
Installation de 6 grilles pour permettre ouvertures des fenêtres	CALAIS CH	3336,00	Crédits bloqués. Voir pour les ouvrants des autres bureaux. Vérification par J. DIMPRE Fenêtres à équiper : 6 x 834 TTC par grille. Les fenêtres concernées : 2 recette hospitalière, 1 guichet auxiliaire, 1 couloir box de réception, 1 local atscaf, 1 derrière accueil principal Non retenu : Banque de France et réserve restaurant
Fourniture et pose de stores (11) BDV	CALAIS	2330,66	
Mise aux normes matériel d'extinction	Tous	7510,00	Cofinancement 50% (nouvelle demande)
Remise en état des matériels de détection	LENS	3072,00	Suite vérification Matériel détection
Remise en état suite à vérification périodique	LENS	724,32	Suite vérification matériel alerte
Vérification des installations électrique	Tous	3132,00	Cofinancement 25% sur 2 ans (nouvelle demande).
1, fauteuil Eurosit type 5237 A livraison 28/05/14	ARRAS DIDEROT	194,00	Aménagement de poste
Géomètre bottes de sécurité	Département	devis en cours	Pour intervention sur terrain en chantier
Isolation sol : pose revêtement sol pour isolation contre amiante	St Pol	8460,00	
Gants en Nitrile personnel d'entretien	personnel Berkani	200,00	A la demande du médecin de prévention
Suppression des RIA	St Pol	1800,00	
Installation de rideaux d'air chaud	Outreau, Hénin, Lillers	7500,00	
Vérification de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante bureau 102	St Pol	2800,00	
Aménagement de poste une lampe pour éclairage indirecte	Boulogne	300,00	
Valisettes de transport	BDV Calais	240,00	
	Total =	41598,98	

Le Directeur, président du CHS-CT, nous a imposé d'inscrire au budget du CHS-CT un co-financement de 50% sur une mise aux normes du matériel d'extinction pour un montant de 7510 € alors que les représentants du personnels s'étaient entendus pour ne prendre que 25% du montant total. A souligner que la note d'orientation fait mention que le CHS-CT peut participer à ce type de dépense mais sans en indiquer la proportion.

CFTC DDFIP 62 dénonce fortement cette décision qui s'apparente à un coup de force. Cette somme aurait pu et dû servir à améliorer les conditions de travail de nos collègues et non compenser les baisses de budget qui frappent nos services depuis plusieurs années. Ce n'est pas la première fois que la Direction essaie de se servir du budget du CHS-CT pour financer des actions incombant en totalité au budget de fonctionnement, mais c'est la première fois que le Directeur passe à l'acte !

Rapport annuel des médecins de prévention

L'organisation de la médecine de prévention au sein de la DDFIP :

- 2 médecins à 80% équivalent temps plein
- 2 cabinets médicaux (Arras et Boulogne)
- 1 infirmière

L'un des médecins consacre 2/3 de son temps aux consultations, et 1/3 de son temps en réunions diverses et visites de sites et aménagements de poste,

L'autre, 1/3 de son temps aux consultations, 1/3 en réunions diverses et visites de sites et aménagements de poste,et 1/3 consacré à son rôle de médecin coordonnateur.

A noter un déficit de médecin sur le département du Nord que doivent compenser nos médecins.

Ils gèrent un effectif global de 2500 agents dont 500 douaniers. Pour la DDFIP, cela représente 1841 agents et 29 agents DIRCOFI.

Il a été effectué 667 visites médicales d'agents considérés à risque (visite annuelle), 116 visites médicales classiques (quinquennales) 29 visites spontanées, et 107 surveillances particulières. On note un taux d'absentéisme à ces visites de 20 %.

Les psychopathologies représentent la moitié des consultations médicales particulières.

Les agents expriment beaucoup de souffrance au travail (charges de travail excessives, restructuration mal vécue,).

Au niveau des aménagements de poste, ils interviennent sur les conditions matérielles (fauteuil adapté, écran,) sur les conditions d'exercice (aménagements d'horaires,) et elles instruisent des dossiers pour la CRIPH.

Les médecins de prévention peuvent parfois aussi orienter un agent vers la psychologue, qui consulte dans les mêmes locaux que ces premiers.

On constate que les agents osent plus facilement prendre contact avec la psychologue. Il semblerait cependant que l'éloignement géographique soit un frein à ces consultations.

Conclusions de l'enquête réclamée par la Commission de Réforme

La Commission de Réforme a demandé au CHS-CT un rapport d'enquête suite à l'accident de service survenu à la suite d'une exposition quotidienne et répétée à des situations génératrices de stress.

Les conclusions : il apparaît que la matérialité du fait accidentel est vérifiée.

Le lien entre la pathologie constatée et les conditions d'exercice de ses fonctions exercées est direct et certain.

Conscient de la dégradation des conditions de travail des agents d'accueil, le CHSCT s'est saisi du sujet et réalisera une enquête pour l'ensemble des agents d'accueil du Pas-de-Calais.

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

CFTC : le syndicat constructif

- 4 -

Travaux immobiliers en cours et projets à venir

Les projets en cours :

– *Arras Diderot* :

Ravalement de la façade pour 130 000€ : début des travaux prévu mi août pour une fin en octobre 2014

– *Boulogne Aumont* :

Réfection du chauffage central pour 150 000€ : de juillet à septembre 2014

Travaux sur les chéneaux pour 9 000€ prévus première quinzaine de juillet 2014

– *Boulogne Municipale* :

Travaux résultant du plan d'urgence sécurité pour 90 000€ : guichet sécurisé, volets métalliques, vidéo-protection, la mairie prendra à sa charge l'installation de plots autour de l'immeuble. Les travaux sont en cours d'exécution.

– *Bruay* :

L'installation de l'ANGDM (Association Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs) dans la réserve foncière de Bruay est en cours. Fin des travaux prévue fin septembre.

– *Calais* :

L'ascenseur a été installé, cependant pendant les travaux des dalles de sol ont été abimées au 1er étage révélant un problème d'amiante. L'ascenseur ne dessert donc que le RdC et le second.... pour le moment.

– *St Pol sur Ternoise* :

Remplacement de l'escalier de secours pour 30 000€. Travaux prévus en septembre.

– *Hesdin* :

Avant les élections de mars 2014 les travaux prévus pour le problème de déclivité du sol avaient été acceptés. Malheureusement le nouveau conseil municipal ignore complètement l'engagement fait par son prédécesseur. De nouvelles négociations doivent reprendre, nos collègues ne sont pas prêts à avoir un sol plat.

– *Hucquelier* :

Les négociations concernant un éventuel déménagement au sein de la commune sont en cours.

CFTC DDFIP 62 souligne que, concernant Hesdin et Hucquelier, la Direction aurait pu mettre un peu plus de cœur à l'ouvrage pour résoudre le problème. Sans la pression des représentants du personnel la situation serait encore pire, si elle peut l'être

– *Arras banlieue* :

Concernant le déménagement prévu pour la fin d'année 2014, un contact a été pris avec le chef de poste afin d'aménager l'espace de travail. Plusieurs plans devraient être présentés aux agents début septembre.

Les représentants du personnel ont attiré l'attention du CHS-CT sur les vitres du RdC du bâtiment Foch qui ne s'ouvrent pas et donc ne permettent pas d'aérer les locaux. Le Président du CHS-CT va demander l'intervention de l'inspecteur Santé Sécurité au travail pour effectuer un bilan sur les nouvelles installations.

Compte rendu de vos représentants CFTC DGFIP 62 au CHS-CT

Martine Hennequin

DDFIP Comptabilité

Yann Plouviez

SIP de Lillers

Clémentine Leuthreau-Cailleretz

PCE Arras

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

CFTC : le syndicat constructif

- 5 -